
Maintenance des appareils de restauration du bâtiment Bienvenüe

Cahier des Clauses Particulières

Marché n° 2025SERV006MLV

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du code de la commande publique en vigueur le 1er avril 2019
--

Pouvoir Adjudicateur : Université Gustave Eiffel, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel.

Campus de Marne-la-Vallée
5 boulevard Descartes
Champs sur Marne
77454 Marne la Vallée cedex 2

Représentée par Gilles Roussel, Président

Table des matières

ARTICLE 1 – DESIGNATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 4 – DURÉE DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 5 – PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	4
5.1 Liste et types des appareils :	5
5.2 Type de contrat :	5
5.3 Maintenance préventive et reporting	5
5.4 Dépannage des installations - Maintenance curative	7
5.5 Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement.....	8
5.6 Conditions d'exécution.....	9
ARTICLE 6 - MISE A NIVEAU TECHNIQUE - MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS...	10
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 8 - MONTANT ET FORME DU PRIX.....	11
8.1 Montant.....	11
8.2 Forme technique du prix.....	11
8.3 Contenu et caractère des prix	12
ARTICLE 9 - MODE D'EXECUTION.....	12
ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
10.1 Opération de vérification.....	13
10.2 Locaux	13
10.3 Remise des équipements en fin de marché	14
10.4 Prestations	14
10.5 Service minimal en cas d'arrêt de travail	14
ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT.....	14
11.1 Présentation des factures	14
11.2 Délai de paiement	15
11.3 Intérêts moratoires	15
ARTICLE 12 – ASSURANCE.....	15
ARTICLE 13 - MAIN D'ŒUVRE ILLICITE.....	16
ARTICLE 14 - LITIGE ET JURIDICTION COMPETENTE	16
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE RESILIATION.....	16
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE	17

ARTICLE 1 – DESIGNATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

La personne publique :

Université Gustave Eiffel

Établissement Public national à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel.

Campus de Marne-la-Vallée

5 boulevard Descartes

Champs sur Marne

77454 Marne la Vallée cedex 2

Représentée par **Mr Gilles Roussel**, Président

Campus concerné par le marché :

Université Gustave Eiffel

Bâtiment Bienvenüe

14/20 Bd Newton

Champs sur Marne

77447 Marne la Vallée cedex 2

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et curative des équipements et installations de préparation, de cuisson et de service du restaurant inter-entreprises de l'université Gustave Eiffel.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante:

- L'acte d'engagement et son annexe financière
- Le présent document valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP et son annexe « liste des équipements »
- La proposition technique et financière du titulaire

Toute clause portée dans le catalogue/tarifs ou documentation quelconque du titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle qui figure sur le document de priorité supérieure.

ARTICLE 4 – DURÉE DU CONTRAT

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il peut être renouvelé tacitement trois fois pour une période d'un an sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

L'Université Gustave Eiffel se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le titulaire en sera averti deux mois avant la date anniversaire du marché, par mail ou par courrier recommandé.

En cas de non reconduction, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues par le marché y compris durant la période allant de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire a en charge l'entretien et la maintenance de tous les équipements techniques du restaurant, notamment les installations de préparations chaude et froide, les appareils de cuisson, les armoires de cuisine et chambres froides, les banques de distributions chaude et froide, etc.

Prise en main des installations

Au démarrage de la prestation, le titulaire assurera :

- La vérification générale de la conformité des matériels de cuisine.
- La première visite de maintenance pour l'ensemble des matériels
- L'examen des conditions d'exploitation
- Les essais de fonctionnement de l'ensemble des matériels

A l'issue de ces vérifications, le titulaire devra rédiger un rapport exhaustif indiquant le résultat des vérifications réalisées. Celui-ci devra lister les anomalies rencontrées et proposer au responsable du suivi du présent marché ou son représentant, les actions nécessaires pour y remédier ainsi que le délai de réalisation.

Le présent marché impose au Titulaire des obligations de résultats. En conséquence tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Le Titulaire met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état ou de l'exécution des installations et équipements du restaurant pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité, dans le cadre défini dans le présent CCP.

Le Titulaire déclare connaître parfaitement la constitution des locaux, la consistance et l'état d'entretien des matériels et équipements dont il assure la maintenance, et pour lesquels il assure un service, ainsi que les règles de sécurité et les règlements applicables en pareille matière l'exigent.

Le Titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations, dans les domaines du réglage, finitions ou du nettoyage, pour se soustraire à une obligation de résultats et au maintien en parfait état des équipements

Ainsi les caractéristiques des équipements, leur nombre et leur emplacement sont donnés uniquement à titre indicatif et n'engagent pas le Pouvoir Adjudicateur. Le soumissionnaire doit vérifier les éléments fournis en annexe, par la visite des installations et des locaux.

Le Titulaire ne peut ainsi se prévaloir de la méconnaissance de ces renseignements ou de l'insuffisance d'informations sur le restaurant ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

La mise en conformité des matériels ou équipements avec la réglementation en vigueur est à la charge du Pouvoir Adjudicateur, s'il s'agit d'une évolution de la réglementation ou d'un défaut de conception initial, ce à condition que Titulaire ait fait connaître au responsable du suivi du présent marché ou son représentant, par écrit, la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

Formation

Le titulaire doit assurer la formation et l'habilitation du personnel chargé de l'utilisation du matériel, de la société prestataire, exploitant du restaurant interentreprises :

- Le fonctionnement des équipements
- Les obligations en matière de nettoyage quotidien

5.1 Liste et types des appareils :

Voir Annexe 1 du présent CCP

5.2 Type de contrat :

La prestation que le titulaire doit produire est considérée comme complète ou étendue.

Le contrat comprend la réparation ou le remplacement d'un maximum de pièces défectueuses en fin de durée normale de fonctionnement ou usées dans des conditions normales d'utilisation, y compris leur adaptation sur l'installation si elle est nécessaire.

5.3 Maintenance préventive et reporting

5.3.1 Maintenance préventive

Le Titulaire effectue les opérations de maintenance préventive prévues par les constructeurs, et celles relatives à ses propres gammes de maintenance, afin de garantir la meilleure disponibilité des matériels.

Le Titulaire assure l'ensemble des opérations de maintenance préventives de niveau 1 à 4, selon la norme NFX 60 010 (FD X60-000) et EN 13.306 ou équivalent.

Le Titulaire assure les réglages garantissant les meilleurs rendements de fonctionnement (le titulaire proposera dans ce cadre toutes les modifications qui lui paraîtront souhaitables).

Sont exclues du marché, les opérations de maintenance de niveau 4 et 5 (cf article 5.4), telles que la rénovation, la reconstruction ou l'exécution de réparations importantes confiées à un atelier central ou à une unité extérieure.

Le nombre minimum de visites préventive à effectuer par le titulaire est de deux (2) visites annuelles, soit une visite tous les six (6) mois.

La première visite devra intervenir dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception par le titulaire du courrier de notification du présent marché, la deuxième visite devra être effectuée dans un délai de 6 mois après la visite initiale.

Un carnet d'entretien propre à chaque équipement est renseigné à chaque intervention. Les mentions suivantes sont précisées sur ces documents :

- Le nom de la personne intervenante,
- La date et heure du début de l'intervention,
- La date et heure de fin de l'intervention.
- L'objet de l'intervention
- Les conclusions post intervention

Les carnets d'entretien doivent être mis à jour à chaque visite.

Les visites de maintenance ne doivent pas conduire à une indisponibilité anormale des installations et équipements (cf. délai d'indisponibilité). Pour les locaux à occupation permanente, les visites sont pratiquées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas de perturbation rendant les locaux impropres à leur usage.

5.3.2 Reporting

Une réunion d'activité sera programmée tous les semestres. Deux fois par an le titulaire adressera par mail au responsable du suivi du présent marché (8 jours avant la réunion) un rapport d'activité faisant apparaître :

- Les travaux de maintenance préventive réalisés,
- L'historique des incidents, pannes, analyse des causes et préconisations pour éviter que les d'incidents ne se renouvellent,
- Le tableau récapitulatif du respect des périodicités de maintenance,
- La prévision des travaux à réaliser

En cas de retard dans le délai d'exécution des prestations concernant la maintenance préventive, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

action	condition	pénalité
Intervalle entre deux visites	Tous les 6 mois	200 € HT par semaine de retard
Mise à jour du carnet d'entretien	A chaque intervention	50 € HT par intervention non consignée
Envoi d'un rapport semestriel	Chaque semestre	50 € HT par semaine de retard

5.4 Dépannage des installations - Maintenance curative

Les actions de maintenance curative sont destinées à remettre le matériel en état de fonctionnement à la suite d'une panne, d'une anomalie de fonctionnement ou d'un constat fait au cours d'une maintenance préventive.

Les niveaux de maintenance attendus sont de niveau 1 à 3 définis par la norme NFX 60 010 (FD X60-000) et EN 13.306 ou équivalent.

Le titulaire s'engage à effectuer les levées de réserves éventuelles signalées par un organisme agréé de contrôle

Sont exclues du marché, les opérations de maintenance de niveaux 4 et 5, telles que la rénovation, la reconstruction ou l'exécution de réparations importantes confiées à un atelier central ou à une unité extérieure.

Le Titulaire doit s'assurer que les installations restent conformes à la législation en vigueur et signaler tout écart avec celle-ci.

Pour les réparations nécessitant l'approvisionnement de pièces, le technicien doit faire part de son diagnostic au responsable du suivi du présent marché ou son représentant, lui remettre obligatoirement la liste des pièces à changer et lui indiquer la durée prévisionnelle de l'impossibilité de remise en service de l'installation.

Le cas échéant le titulaire doit fournir un devis pour les pièces non comprises au titre du contrat.

La liste de ces pièces est précisée dans l'offre technique du titulaire. De même le titulaire s'engage et précise dans son offre technique et dans l'annexe financière, le tarif horaire des interventions dans le cadre d'une réparation sur devis.

Critères de maintenance :

• Le respect des délais impartis

Ces délais sont de deux ordres, le délai d'intervention et le délai de rétablissement

Le délai d'intervention débute au moment du signalement de l'incident soit :

- par téléphone
- par mail à une adresse spécifique fournie par le Titulaire

Il prend fin à l'arrivée du technicien sur le site concerné.

Le délai de rétablissement se définit comme l'intervalle de temps entre le moment du signalement de l'incident et le moment de remise en parfait état de fonctionnement. Il cumule le délai d'intervention et la durée de la remise en état.

En cas de panne ayant une incidence bloquante sur les activités normales du restaurant, ou un impact sur la sécurité des personnes, le délai d'intervention est fixé à 2 heures maximum, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 tous les jours de l'année.

Pour les autres cas, le délai d'intervention est fixé à 4 heures et l'intervention s'effectue pendant les heures et jours ouvrés du bâtiment (7h-21h00 du lundi au vendredi)

Les délais de rétablissement sont dans tous les cas de 24h, comptabilisés sur la base des heures et jours ouvrés du bâtiment (7h-21h00 du lundi au vendredi).

Un incident est considéré comme clos lorsque l'appareil est en état de fonctionner de façon optimum.

Tableau des pénalités afférentes aux délais :

	Conditions		Pénalités	
Type d'incidents	Bloquants	Autres	Bloquants	Autres
Délai d'intervention sur site	2 heures	4 heures	100 € HT par heure de dépassement	20 € HT par heure de dépassement
De rétablissement	24 h	24 h	100 € HT par jour de dépassement	100 € HT par jour de dépassement

5.5 Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement

Le titulaire fournit des pièces neuves et de préférence d'origine, c'est-à-dire provenant du ou des constructeurs des équipements du marché.

Dans le cas où le titulaire choisit de fournir des pièces détachées d'une autre provenance, il se conforme aux règles suivantes :

- Les pièces sont conformes au cahier des charges du constructeur des équipements ;
- Les pièces sont de marquage CE ;
- Les adaptations nécessaires au montage et au bon fonctionnement de ces pièces sont à sa charge sans qu'il puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Le titulaire indiquera dans les rapports d'intervention les garanties appliquées aux différentes pièces remplacées dans le cadre des opérations du marché.

• **La traçabilité des interventions**

Chaque intervention doit obligatoirement faire l'objet d'un compte-rendu précis à destination du responsable du suivi du présent marché ou son représentant et être sous un délai imposé. Il doit également renseigner les carnets d'entretien après chaque visite.

L'intervenant est tenu de renvoyer son rapport d'intervention sous 72 heures (hors week-end et jours fériés) au plus tard et doit transmettre les éléments suivants :

- Le nom et qualité de la personne intervenante,
- La date et heure du début de l'intervention,
- La date et heure de fin de l'intervention,
- Le numéro de l'ouverture de signalisation de l'incident, (main courante)
- Les matériels ayant suscités l'intervention,
- Les actions menées,
- La liste des matériels remplacés avec leurs numéros de références,
- Les commentaires éventuels.

Le non-respect de l'envoi de ces rapports donne lieu à la mise en œuvre de pénalités afférentes à leur envoi :

action	condition	pénalité
Envoi du compte rendu d'intervention	72 heures après la clôture de l'incident	20 € HT par jour de retard
Mise à jour du carnet d'entretien	A chaque intervention	50 € HT par intervention non consigné

5.6 Conditions d'exécution

L'intervention technique est confiée à une personne qualifiée et compétente dans ce domaine. Les activités de cette personne doivent être couvertes par une assurance contre les conséquences de sa responsabilité professionnelle attachée au contrôle des ascenseurs. Toutes les prestations de main d'œuvre nécessaires à la réalisation des prestations sont incluses dans la prestation forfaitaire

Le Titulaire évacue sans délai de toutes les matières résiduelles provenant de son activité, au plus tard à la fin de chaque intervention.

Si les équipements ou matériels faisant l'objet du présent marché cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler par écrit au responsable du suivi du présent marché ou son représentant,

- Suivi de la qualité de service

Des indicateurs sont fournis avec le rapport semestriel par le titulaire du marché. Les deux parties font l'analyse de l'ensemble des incidents intervenus pendant la période

écoulée. Tout manquement dans la procédure ci-dessus (rapport d'intervention non transmis, etc.) fait l'objet de pénalités (voir ci-dessus).

- Force majeure :

L'université n'a aucun recours contre le fournisseur, si pour des raisons de force majeure, ce dernier se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le présent marché notamment en cas de défaut d'approvisionnement de ses dépôts livreurs.

ARTICLE 6 - MISE A NIVEAU TECHNIQUE - MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Toute intervention technique ne pourra se faire sans l'accord de l'université. Lorsque ces mises à niveau sont relatives à des améliorations de performances, ou une évolution de la réglementation, le titulaire devra informer l'université de l'incidence technique et du coût induit par ces modifications. Ce n'est qu'après accord de l'université que les travaux pourront être exécutés et le cas échéant, facturés.

L'université se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installations par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix ; elle en avertit le titulaire au moins un mois à l'avance. Durant cette période, le titulaire peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Il a toute faculté, tant au cours des travaux, qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme anomalie dans l'installation. Ces constatations doivent être présentées dans le plus court délai par écrit, sous forme d'un rapport. L'université reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

A l'issue de chacune des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement. Ce procès-verbal marquera l'obligation faite du titulaire d'assurer, à dater du jour de la réception, la maintenance des installations en cause au même titre que celles qui font l'objet du présent marché. Un avenant au marché est conclu si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées.

Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée, entraîne la remise en cause du marché et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à satisfaire aux différentes obligations ci-après :

- Obligation de résultat : bon fonctionnement des équipements, respect des délais d'intervention,
- Obligation d'information : information concernant l'évolution des textes réglementaires, avec proposition, si nécessaire de travaux de mise en conformité. Informations par écrit aux personnes suivant ce marché, de toute situation anormale, concernant les équipements (fuites, fonctionnement anormal,...), informations des différentes étapes des interventions de dépannage par e-mail.
- Obligation d'assistance technique : assistance technique, lors de tout contrôle, visite, essai réglementaire, demandés par l'université ou tout autre organisme agréé de contrôle.

ARTICLE 8 - MONTANT ET FORME DU PRIX

8.1 Montant

Le montant maximum du marché est de 120.000 euros HT sur toute sa durée.

- pour les prestations de maintenance préventive : le prix est ferme et forfaitaire pour sa période initiale. Il est ensuite révisable selon les modalités mentionnées ci-dessous.

Son montant est mentionné à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Il comprend tous les frais afférents aux déplacements, restauration, hébergement ainsi que les petites pièces comprises dans la maintenance préventive.

- Pour les prestations de maintenance curative :
 - Changement de pièces non comprises dans le contrat à prix forfaitaire : le prix est traité à prix unitaire sur devis. Les travaux sont effectués après acceptation du devis par l'université. Un bon de commande sera établi sur la base de ce devis accepté par l'université.
Le titulaire s'engage et précise, dans l'annexe financière, le tarif horaire des interventions. Le tarif horaire est ferme sur la période initiale du marché. Il est ensuite révisable selon les modalités mentionnées ci-dessous.

Il comprend tous les frais afférents aux déplacements, restauration, hébergement.

Dans le cas où l'université estime que le prix des réparations sur devis est trop élevé, il se réserve le droit de faire exécuter la réparation par un autre prestataire sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ni à aucun droit d'exclusivité, ni renoncer à ses obligations de maintenance liées au présent marché.

8.2 Forme technique du prix

Les prix sont fermes pour la première période du marché, soit 12 mois. Ils sont ensuite révisables lors de la reconduction du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85(I_1/I_0))$$

- P = prix actualisé
- P₀ = prix de base du contrat
- I₀ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, paru à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire
- I₁ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) Base 100 en décembre 2008, valeur de l'indice paru à la date de révision de prix.

Clause de sauvegarde

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières du marché, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

En cas d'absence d'accord entre les parties, **la clause limitative dite « de sauvegarde »** s'applique :

L'université se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,00 % l'an.

8.3 Contenu et caractère des prix

Les prix sont indiqués hors taxes, l'incidence de la TVA étant ajoutée en fin de facture.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les prix tiendront compte, le cas échéant, des variations du taux de la TVA postérieures à la date d'établissement des prix.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au moment de la notification.

ARTICLE 9 - MODE D'EXECUTION

La personne responsable du suivi du marché est le responsable du service logistique de l'université ou son représentant.

Le titulaire du marché doit indiquer au responsable du suivi du marché ou son représentant par une mise à jour régulière (tous les 6 mois) les coordonnées téléphoniques et postales des personnes habilitées à intervenir.

Le personnel intervenant sur le site sera présenté par le titulaire qui informera le responsable du suivi du marché de son niveau de qualification et d'expérience.

L'université se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie ;
- le renforcement en qualification du personnel du Titulaire.

Les prestations sont exécutées sous la direction du Titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'université.

Les agents du titulaire devront porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant d'identifier clairement l'entreprise. Ils devront utiliser les accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs prestations et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

L'université s'engage à laisser le personnel du titulaire accéder à toute heure aux installations afin d'effectuer les interventions. Si nécessaire, l'université pourra autoriser le personnel du titulaire à intervenir en dehors des horaires afin de minimiser la durée des interventions de maintenance préventive, de réparation ou de remplacement des pièces desdites installations.

Le personnel affecté sera tenu à une obligation de discrétion au sujet des activités de l'université dont il aurait connaissance de par l'exercice de son travail. Le non-respect de cette clause peut entraîner le retrait de son agrément.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements,...).

Tout accident pouvant affecter les agents du titulaire pendant l'exécution des prestations objet du marché est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le titulaire s'engage à respecter les préconisations du 'Plan Hygiène Sécurité' en vigueur dans les installations concernées par l'exécution du présent marché.

ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Il est opéré des vérifications qualitatives des prestations. Celles-ci ont pour objet de contrôler la conformité des services exécutés avec les spécifications du marché.

L'Université Gustave Eiffel est seule juge de la qualité du travail effectué.

10.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification s'effectuent selon les dispositions du CCAG FCS.

Un responsable de la société titulaire est tenu d'effectuer un contrôle régulier, de veiller à la qualité des prestations et à la tenue du personnel.

Des contrôles inopinés peuvent être réalisés par le responsable du suivi du marché ou son représentant.

10.2 Locaux

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de la personne publique, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation par le titulaire, sont facturées au titulaire.

Il appartient au titulaire d'avertir son personnel, que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques,

informatiques et les machines à photocopier, est limité uniquement aux nécessités du service.

10.3 Remise des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les installations en parfait état de fonctionnement, de propreté, d'entretien et prêtes à affronter, sans incident prévisible, une nouvelle année de service. Il s'engage également à restituer toute la documentation qui lui aurait été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché.

L'université se réserve le droit, en cours de marché, ou à l'issue de celui-ci, de faire contrôler l'état des installations maintenues par un organisme indépendant. La correction de toute détérioration anormale imputable à un mauvais entretien des installations de la part du titulaire sera mise à la charge de ce dernier, soit qu'il exécute lui-même la réparation dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle cette détérioration aura été constatée, soit que cette réparation soit effectuée par un tiers aux frais et risques du titulaire.

10.4 Prestations

Les fournitures d'énergie électrique, d'éclairage et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par la personne publique.

Le titulaire du marché doit éviter toute utilisation superflue. L'éclairage d'un local est limité au temps de la prestation et l'éclairage général d'un ensemble de locaux est proscrit.

Le personnel ne doit débrancher aucun matériel appartenant à l'université, sauf en cas de force majeure.

10.5 Service minimal en cas d'arrêt de travail

Si des faits, qu'ils soient indépendants ou non de la volonté du Titulaire (faits de grève notamment), risquent de provoquer des retards importants ou la non-exécution des prestations dont le Titulaire à la charge, celui-ci doit prendre toutes les dispositions utiles pour faire assurer par tous les moyens à sa convenance, un service minimum concernant les opérations élémentaires relatives au maintien du fonctionnement des équipements concernés et à la sécurité des personnes.

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique.

L'accès au portail Chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes vous seront nécessaires :

L'identifiant unique de l'Université Gustave Eiffel sur CHORUS PRO :

13002612300013

Code service : SFACTURIER

Numéro d'engagement : 2025SERV006MLV

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la mention : "marché Université Gustave Eiffel n° 2025SERV006MLV,
- le nom et l'adresse de l'Université Gustave Eiffel,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,

Par poste de facturation :

-la désignation en clair de la prestation concernée

-le prix hors taxes,

Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

11.2 Délai de paiement

La facture est payée au plus tard le 30^{ème} jour suivant la date certaine de réception de la facture acceptée sous réserve de service fait, par virement au compte du titulaire :

- en ce qui concerne la maintenance préventive, le paiement intervient à l'issue de chaque visite,
- pour la maintenance curative, le paiement intervient après service fait sur la base d'un devis, du bon de commande et de la facture acceptée par l'Université Gustave Eiffel.

11.3 Intérêts moratoires

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Le retard de paiement ne constitue pas une cause licite de coupure de service.

En cas de changement de RIB, le nouveau RIB devra être adressé par le signataire du marché au responsable du Service Marchés, Cité des Mobilités au 25 avenue François Mitterrand – Case 24 69675 Bron cedex.

L'ordonnateur de l'Université est le président de l'Université Gustave Eiffel.

Le comptable assignataire des paiements est l'agente comptable de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 12 – ASSURANCE

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir avec son offre une attestation, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Le titulaire doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 13 - MAIN D'ŒUVRE ILLICITE

Le titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché, à respecter toutes les dispositions du Code du travail notamment celles relatives au travail dissimulé.

A cet égard, le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants, doivent s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail :

Le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants s'engagent à fournir à l'Université Gustave Eiffel :

- - une attestation de fourniture de déclarations sociales ;
- - et une attestation sur l'honneur relative aux déclarations fiscales et à l'emploi régulier des salariés qui réaliseront les prestations objet du marché.

Le fait de méconnaître les interdictions définies à l'article L.8221-1 du Code du travail est puni d'un emprisonnement de 3 ans et d'une amende de 45.000 euros.

Par ailleurs, une pénalité au plus égale à 10 % du montant du marché peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

ARTICLE 14 - LITIGE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le Tribunal compétent pour juger le litige sera le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est situé le siège social de l'Université Gustave Eiffel

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié par l'Université Gustave Eiffel, après mise en demeure préalable, en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent contrat.

Le présent contrat peut être également résilié par l'Université Gustave Eiffel dans les conditions fixées au présent marché.

Cette résiliation devient effective un mois après l'envoi par l'Université Gustave Eiffel d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le prestataire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

En cas de résiliation du marché dans les conditions précisées, le titulaire rembourse à l'Université Gustave Eiffel les sommes préalablement perçues.
Par ailleurs, la résiliation du marché n'entraîne aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer à des tiers, y compris ses affiliés sociétaires et contractuels, et à ne pas divulguer toutes informations reçues de l'Université Gustave Eiffel, ainsi que les connaissances et les résultats issus de l'exécution du présent marché, sans le consentement écrit de l'Université Gustave Eiffel.

Cette confidentialité sera maintenue pendant toute la durée de la présente commande, et cinq années après sa fin.

En outre, le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes autres informations non encore connues publiquement qui lui seront communiquées par l'Université Gustave Eiffel, ou par ses affiliés sociétaires ou contractuels, dans le cadre des travaux objet du présent contrat.

Les dispositions du présent paragraphe demeureront en vigueur tant que lesdites informations ne seront pas divulguées par l'entité dont elles émanent.

L'Université Gustave Eiffel s'engage à ne pas divulguer les techniques, méthodologies et savoir-faire utilisés par le titulaire dans le cadre du présent marché.